



**FORUM CIRGL-OCDE-GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES  
SUR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT EN MINÉRAIS RESPONSABLES  
26-28 mai 2014**

26 mai 2014

de 9h à 12h30

Centre de conférences de l'OCDE CC12

**Document : Session d'information sur les zones de conflit ou à haut risque**

**Instructions pour les groupes de travail**

- Formez des groupes de 10 à 14 participants pour étudier les scénarios ci-après.
- Lisez les scénarios et traitez ensemble les questions directrices. Vous avez jusqu'à 11h45 pour répondre.
- Désignez une ou deux personne(s) pour animer la discussion au sein du groupe et/ou prendre en note vos conclusions.
- L'ensemble des experts présents et l'équipe du Secrétariat de l'OCDE passeront parmi vous pour répondre à vos questions et pour prendre part aux discussions.

**Questions directrices**

*Veillez noter que les questions ci-dessous visent à guider votre réflexion. Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions. Nous vous recommandons cependant de structurer vos réponses en fonction des principales catégories.*

**Indicateurs**

- Quels indicateurs présentés aujourd'hui sont-ils pertinents pour quel scénario ?
- Ces indicateurs vous semblent-ils utiles pour identifier les zones de conflit ou à haut risque ?
- Avez-vous des indicateurs supplémentaires / différents à suggérer ?

**Identification des risques**

- Quels risques ou signaux d'alerte avez-vous été en mesure d'identifier dans chaque scénario ?
- De quelles sources d'information fiables disposez-vous ?
- Quel rôle avez-vous à jouer dans l'évaluation ou l'identification des risques ?
- Qui sont les acteurs clés auxquels faire part de vos préoccupations en matière d'approvisionnement ?

**Niveau d'application du devoir de diligence**

Au vu des risques que vous avez identifiés,

- Vous approvisionneriez-vous dans les régions de chaque scénario ?
- Auriez-vous recours à un système de traçabilité ?
- Quels systèmes d'évaluation des risques et de contrôle mettriez-vous en place ?
- Quelles mesures de réduction et de prévention des risques vous paraîtraient-elles adaptées ?

## Scénarios à l'intention des groupes de travail pour tester les outils de la session

### Scénario de zone à haut risque

Votre entreprise est implantée ou s'approvisionne dans le Pays A, qui se caractérise par la faiblesse de son gouvernement central. Celui-ci peine à faire respecter la loi sur son territoire. Les réglementations sur l'exploitation minière contiennent des contradictions et leur application manque de transparence et de cohérence, entraînant des cas de fraude et de corruption. La fin de la guerre civile qui opposait des groupes armés non-étatiques et l'armée nationale ne remonte qu'à trois ans à peine. Malgré la fermeté du désarmement et la démobilisation de nombreux rebelles et miliciens grâce à un programme de réinsertion, une partie du pays reste en proie à d'anciens combattants passés dans l'illégalité et s'enrichissant grâce au trafic de drogue et d'êtres humains. Pour tenter d'enrayer la hausse de la criminalité, le gouvernement a déployé l'armée dans la région concernée afin de la sécuriser, mais certaines unités sont soupçonnées d'extorsion sur la population et de vol de marchandises en circulation. La plupart des opérateurs et de leurs employés ne se disent pas affectés par la hausse de la criminalité, cependant une entreprise gérant plusieurs concessions minières et fournissant les marchés internationaux signale que certains membres de son équipe locale ont été victimes d'individus armés non-identifiés, qui les ont menacés et leur ont extorqué de l'argent sur une route de la région.

Les dysfonctionnements (légaux, juridiques etc.) de l'appareil étatique, les fortes inégalités économiques et la marginalisation de certaines franges de la population attisent le ressentiment des communautés minières locales contre les entreprises, qui n'ont pas créé autant d'emplois qu'escomptés, proposent des salaires médiocres et rachètent les minerais des artisans à bas prix. D'où des agressions à l'encontre de leurs équipes, et des barricades sur les routes. Les forces de sécurité jouent un rôle ambigu, dans la mesure où le gouvernement incite de plus en plus les exploitations à grande échelle de la région à rémunérer directement leurs services. Les communautés locales perçoivent comme une provocation supplémentaire la présence de policiers et de militaires généralement corrompus et violents.

### Scénario de zone de conflit

Votre entreprise est implantée ou s'approvisionne dans le Pays B, qui est le théâtre récurrent de violents affrontements entre l'armée nationale et des groupes armés rebelles ou des milices dehors de la capitale. Le conflit se caractérise par des périodes de combats intensifs et par des atteintes flagrantes aux droits humains ; est notamment dénoncé un recours excessif à la force, entraînant d'importants déplacements de population. Les groupes armés et l'armée prélèvent des taxes sur la circulation des biens comme des individus, mais l'exploitation minière artisanale reprend à la moindre accalmie et des minerais continuent d'être acheminés depuis la zone de conflit. Le gouvernement centralise le contrôle de l'ensemble des ressources naturelles, mais aucun interlocuteur en charge des sites miniers n'est clairement identifié, et les minerais sont exportés sur les marchés internationaux. Un certain nombre de grandes coopératives minières artisanales opèrent dans la région et vendent leurs produits à des exportateurs locaux.

Le gouvernement tente de négocier des accords de paix avec divers groupes armés de la région et s'efforce d'intégrer les rebelles et miliciens démobilisés dans les rangs de l'armée nationale. L'absence de tout système qui permettrait de retrouver la trace, dans chaque camp, des

responsables des crimes perpétrés – et, le cas échéant, de les condamner – nourrit un sentiment d’impunité contribuant à la violence endémique. Le Conseil de Sécurité de l’ONU a infligé des sanctions à l’un des groupes armés et à plusieurs politiciens et hommes d’affaires impliqués dans le financement du conflit.

Le Pays C, frontalier du Pays B, n’a jamais connu de conflit armé sur son territoire et offre relativement peu d’opportunités pour des activités criminelles. Les périodes de combats intenses du Pays B voisin abreuvent d’importants flux de réfugiés qui sont hébergés dans des camps le long de la frontière. Des rapports laissent entendre que les groupes armés du Pays B profiteraient de la porosité de la frontière pour faire passer des clandestins et des biens (dont des minerais) en contrebande avec l’aide de certains réfugiés.